

## GT Panorama « Biodiversité et Agriculture » de l'ORB

23 mars 2026

Date : 23 mars 2026 - Horaire : 10h00 – 12h00

Format : distanciel

### COMPTE-RENDU du GT

#### Programme de la réunion

- Rappel des objectifs (10min)
- Choix des indicateurs (45min)
- Echange données/méthodo (50min)
- Suites (5min)

#### 18 Participant.e.s :

- **Noémie Perigaud**, Ville Montpellier – chargée de mission biodiversité, animation Zones Natura2000
- **Cristiano Marinucci**, CEN Occitanie
- **Gaëlle Bernadas**, CBN PMP – chargée de projet agroécologie, animatrice plan régional/national messicole
- **Chloé Sillon**, PNR Aubrac – chargée de mission agroécologie
- **Victor Salembier**, DRAAF – adjoint service régional agriculture alimentaire, suivi service thématiques transversales
- **Gilles Lefrançois**, SAFER – chargé étude, accompagnement maître ouvrages mesures compensatoires, animateur communauté régionale valorisation des friches
- **Nicolas Artige**, DRAAF – chargé de mission MAEC
- **Magali Trille**, LPO – chargée étude LPO Occitanie, coordination programme régional
- **Anna Roux**, LPO – Délégation Hérault, thématique agriculture et biodiversité
- **Anne-Sophie Chevallier**, Métropole – chargée de mission agroécologie et alimentation, travaille sur observatoire agroécologie pour la métropole
- **Guillaume Lechat**, chargé intervention grands cycles bassin Lot et référent biodiversité Occitanie
- **Claire Lemouzy**, ADASEA 32, directrice ADASEA + représente ADASEA avec l'asso Imagin'Rural, coordinatrice des CATZH bassin Adour-Garonne
- **Quentin Vieilledent**, OFB – chargé de mission agroécologie, partenariats avec monde agricole
- **Bruno Sirven** AP32 – représentation Réseau Haies
- **Yannick Barrascud**, PNR Ariège – chargé de mission biodiversité, transversalité avec foncier agri
- **Jérémie Robert**, DRAAF – chargé de mission Biodiversité unité Ecophyto
- **Cristiano Marinucci** CEN Occitanie – chargé de mission agroécologie
- **Florian Bergé**, Chambre Régionale d'Agriculture, Chargé de mission Biodiversité.

## Rappel cadre et objectifs

### Objet de la réunion

La réunion avait pour objectif la **validation d'un panel d'indicateurs** destiné à alimenter les travaux de l'Observatoire.

### Rappel des missions de l'Observatoire

Deux missions principales structurent les actions de l'Observatoire :

- Assurer le suivi de l'état et de l'évolution de la biodiversité à l'échelle régionale à l'aide d'indicateurs.
- Apporter un appui aux politiques publiques, notamment en éclairant les trajectoires de biodiversité.

Les cibles sont principalement le grand public ainsi que les élus et décideurs publics.

### Stratégie de l'Observatoire

La stratégie repose sur cinq axes :

- Le développement d'un socle de 25 indicateurs de référence, dont certains discutés lors de la réunion.
- L'animation de groupes thématiques.
- Une gouvernance réunie une fois par an afin de définir les orientations.
- La communication et la valorisation des productions.
- Le développement de partenariats et la veille sur les connaissances liées à la biodiversité.

### Projet de « Panorama »

L'Observatoire prévoit la production d'une collection de « Panoramas », visant à traiter certains sujets de manière approfondie. Initialement, le Panorama était conçu comme un dossier technique destiné aux conseillers agricoles. Toutefois, les priorités ont évolué vers une logique accrue de sensibilisation des décideurs publics et du grand public.

Cette évolution implique :

- Un élargissement de la cible.
- Un format plus court, plus synthétique et plus percutant.
- Une volonté de renforcer la visibilité des travaux de l'ARB et de mieux les faire connaître.

### Échanges et retours des participants

- Il a été souligné que la cible initiale (conseillers agricoles) permettait un impact direct, notamment sur les enjeux de trames écologiques.
- L'importance de communiquer auprès du grand public a été confirmée.
- Le changement de cible implique une simplification des indicateurs et une adaptation du niveau de langage.
- Il a été rappelé que la rédaction doit varier selon les publics : plus technique pour les partenaires spécialisés, plus vulgarisée pour les supports de communication comme le Panorama.
- La cible des élus a été identifiée comme particulièrement pertinente, en raison de leur rôle de décideurs et du potentiel du document comme outil de sensibilisation.

### Pistes envisagées

- Produire, en complément du Panorama, un document technique détaillant la méthodologie et les indicateurs.
- Envisager une déclinaison du Panorama en version plus technique, en lien avec la mission Agroécologie de l'ARB.

**A retenir : le changement de cible pour le panorama. Avec la mise en œuvre de la stratégie de l'ORB et l'accent à porter auprès des élus, il faut maintenant travailler à ce que les indicateurs soient parlant et sur les messages que l'on veut faire passer.**

## Choix des indicateurs

Il a été présenté pour le contenu du panorama un ensemble d'indicateurs (état, pressions et solutions) à partir des discussions issues des précédents groupes de travail (cf slide de présentation des indicateurs). Concernant la biodiversité des sols, il n'existe pas de données consolidées à l'échelle régionale. Les informations disponibles reposent principalement sur le suivi ENI, qui s'appuie sur des parcelles de référence en grandes cultures, maraîchage et viticulture, qui est proposé à la valorisation. Il a également été souligné que l'indicateur HVN (Haute Valeur Naturelle), initialement prévu, et repose sur une agrégation de plusieurs variables, et peut être plus complexe à appréhender pour des publics non spécialistes.

### Discussion associée :

Le point central de la discussion porte sur la nécessité de sélectionner des indicateurs en cohérence avec l'évolution des publics cibles (élus et grand public). L'enjeu est de privilégier des indicateurs simples, lisibles et parlants, tout en restant pertinents scientifiquement. Un certain nombre de propositions ont été faites en ce sens :

### *La déprise agricole*

- Yannick Barascud propose d'intégrer des indicateurs permettant d'anticiper les évolutions du secteur agricole, notamment :
  - l'âge des exploitants (pour anticiper les départs à la retraite),
  - l'évolution des surfaces agricoles, en particulier celles soumises à l'artificialisation.L'objectif est également de mieux rendre compte du renouvellement des actifs agricoles et des dynamiques territoriales. Toutefois, le lien direct avec la biodiversité reste parfois difficile à établir. Il est notamment souligné que l'abandon de certaines terres peut conduire à une concentration de l'activité sur les parcelles les plus productives, tandis que les terres moins favorables évoluent vers des friches, ce qui modifie les pressions agricoles. Cet enjeu est particulièrement marqué sur certains territoires, comme ceux des Parcs naturels régionaux.
- Anna Roux insiste sur l'importance de conserver un indicateur sur la déprise agricole. Elle souligne que ce phénomène a un impact direct sur la biodiversité, notamment via la disparition des milieux ouverts et semi-ouverts, qui peuvent soit se refermer, soit être artificialisés. Cette pression est jugée particulièrement significative en Occitanie.
- Claire Lemouzy propose de compléter cette approche avec le suivi de l'évolution des friches agricoles (un inventaire existe déjà), et des données sur les départs à la retraite des exploitants.
- Bruno Sirven adopte une position plus nuancée : la déprise agricole recouvre des réalités variées, et l'enfrichement n'est pas nécessairement négatif pour la biodiversité dans tous les cas.

- Plusieurs participants confirment l'intérêt de conserver un indicateur sur la déprise agricole, jugé particulièrement parlant pour les élus.

### Artificialisation et usages des sols

- Il est proposé d'intégrer plus clairement les zones naturelles dans les indicateurs liés à l'artificialisation, en suivant la consommation des espaces agricoles (A) et naturels (N).
- Le développement de l'agrivoltaïsme est identifié potentiellement comme une donnée facilement mobilisable et pertinente à suivre.

### Changement climatique et adaptation

- La question du changement climatique est abordée à travers des indicateurs concrets, comme l'évolution des dates de vendanges : Cet indicateur est jugé parlant, notamment pour un public agricole, et pertinent pour illustrer les effets du réchauffement (évolution moyenne des conditions climatiques). Toutefois, plusieurs limites sont soulignées : il reste très sectoriel (centré sur la viticulture), il ne rend pas pleinement compte du dérèglement climatique (variabilité, événements extrêmes), il nécessite un argumentaire plus complexe, notamment sur les changements de phénologie (ex. travaux du projet PhénoClim).
- Il est souligné l'intérêt de disposer de données chiffrées permettant d'illustrer les dynamiques d'adaptation.
- Un groupe de travail national existe sur ce sujet ; la pertinence de décliner certains indicateurs à l'échelle de l'Occitanie est posée.
- Ces indicateurs sont jugés intéressants, mais peut-être moins prioritaires que d'autres indicateurs plus directement quantitatifs.

### Pistes évoquées pour le CC :

- L'augmentation de la fréquence des événements climatiques extrêmes apparaît comme une entrée pertinente.
- Un partenariat avec Météo-France pourrait être envisagé pour disposer de données fiables.
- L'évolution des épidémies liées au changement climatique est également mentionnée.
- L'entrée par les calamités agricoles est évoquée, mais cet indicateur est jugé très administratif.
- Quentin Vieilledent souligne la difficulté de résumer le changement climatique à un seul indicateur : plusieurs approches complémentaires sont nécessaires (espèces indicatrices, espèces exotiques envahissantes, etc.)

### Haies et infrastructures agroécologiques (IAE)

- Concernant les haies :
  - La destruction des haies est identifiée comme un indicateur de pression particulièrement parlant, notamment pour les élus.
  - En revanche, le linéaire de haies plantées est jugé moins pertinent, car les dynamiques restent limitées à grande échelle.
  - La régénération naturelle assistée (RNA) est mentionnée, mais reste difficile à mesurer à ce stade.
- Cristiano Marinucci propose d'élargir l'approche aux infrastructures agroécologiques (IAE) dans leur ensemble :
  - Le pourcentage d'IAE dans les exploitations permettrait d'évaluer la qualité écologique des fermes et son évolution.
  - Cet indicateur pourrait être mis en relation avec la taille des exploitations pour analyser les trajectoires agricoles.

- Des références existent, notamment autour du concept de « grain bocager » (INRAE Rennes), avec des seuils indicatifs pour apprécier le potentiel écologique.
- Les données sont disponibles via le RPG (déclarations PAC) et compilées notamment par l'IGN.

### Végétal local

- La notion de « végétal local » est jugée peu compréhensible pour un public élargi.
- Dans un contexte de changement climatique, sa pertinence fait encore débat au niveau scientifique (adaptation des espèces dans le futur).
- Les Conservatoires botaniques nationaux (CBN) sont identifiés comme des acteurs clés à mentionner sur ce sujet. Intérêt à le valoriser.

### Initiatives agroécologiques

- Victor Salembier évoque la possibilité d'un indicateur sur les initiatives agroécologiques. Néanmoins, cet indicateur apparaît instable, car fortement dépendant des dispositifs et politiques en vigueur.

### Zones humides

- L'idée d'un indicateur sur le pourcentage de zones humides restaurées est évoquée.
- Cependant, sa mise en œuvre est jugée difficile en raison de la multiplicité des programmes et du manque de données consolidées.

### Remarques sur l'organisation, le ciblage et la finalité des indicateurs

Gaëlle Bernadas souligne un risque de redondance dans les discussions, en lien avec la taille du groupe de travail et la variabilité des participants. Magali Trille aussi évoque la difficulté de se rendre régulièrement disponible pour approfondir la réflexion, et la nécessité de mieux cibler les évolutions réellement significatives. Gilles Lefrançois interroge la capacité des indicateurs à être compris et utiles pour les élus. Un décalage est identifié entre la cible initiale (plutôt technique) et la réorientation vers les élus et le grand public. Cela soulève la question des messages à transmettre et de la nécessité de privilégier des indicateurs simples, lisibles et directement mobilisables pour la sensibilisation et l'aide à la décision.

En ce qui concerne l'état de la biodiversité, Gaëlle Bernadas rappelle que l'indicateur HVN (Haute Valeur Naturelle) est construit à partir de multiples critères, ce qui peut en compliquer la lecture. Il pourrait être décliné en deux sous-indicateurs (HVN1 et HVN2), recalculés récemment, afin d'en améliorer la lisibilité. Les différentes cartographies associées constituent également des supports intéressants pour illustrer cet état.

Sur les pressions, les participants s'accordent sur la pertinence de conserver les haies comme indicateur de pression, en particulier pour mesurer leur destruction, jugée plus parlante. La question d'intégrer les infrastructures agroécologiques (IAE) est également posée, afin d'avoir une vision plus globale. Yannick Barascud propose de mobiliser l'indice d'artificialisation nette des sols, issu du cadre réglementaire de la loi Climat et Résilience, disponible via le portail national de l'artificialisation. Cet indicateur permet de suivre la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers.

Enfin, pour les solutions à mettre en valeur, il est jugé pertinent de conserver un indicateur lié à la filière « végétal local », malgré les limites de compréhension déjà identifiées. Les MAEC (Mesures agroenvironnementales et climatiques) constituent également une piste intéressante :

- une sélection des mesures les plus favorables à la biodiversité pourrait être valorisée,
- des données sont disponibles auprès de la DRAAF, à exploiter en lien avec leurs services.

Gilles Lefrançois mentionne l'éventualité d'un indicateur sur les surfaces de compensation agricole, qui pourrait être mobilisé.

### Autres pistes suggérées

- Mettre en avant des actions concrètes à travers des liens vers des programmes et des structures d'accompagnement, un projet d'annuaire des acteurs (à valoriser comme ressource complémentaire), l'évolution des collectifs engagés dans ces démarches.
- Yannick Barascud propose d'intégrer, lorsque les données sont disponibles : des surfaces restaurées (ex. chantiers de réouverture de milieux), des surfaces protégées (ex. obligations réelles environnementales, contrats avec des conservatoires d'espaces naturels), des actions de remise en gestion agricole de biens vacants et sans maître.

Un consensus se dégage sur la nécessité de proposer une présentation plus attractive et mobilisatrice:

- Mettre en avant la biodiversité comme un levier plutôt qu'une contrainte.
- Insister sur les bénéfices réciproques entre agriculture et biodiversité.
- Adopter une approche positive, valorisant les interactions et les co-bénéfices entre les systèmes agricoles et les écosystèmes.

### Conclusion :

**Cette réunion a permis de relancer le projet avec une visée optimiste de finaliser la production pour fin 2026. À l'issue des échanges, un panel d'indicateurs s'est tout de même dessiné afin de structurer le panorama autour de trois volets : état, pressions et leviers d'action.**

Pour le suivi de l'état de la biodiversité agricole:

- les espèces messicoles,
- l'indicateur STOC pour les oiseaux communs des milieux agricoles,
- les surfaces de cultures dépendantes des pollinisateurs,
- les surfaces de prairies permanentes,
- la densité des infrastructures agroécologiques (IAE) (via données de l'indicateur HVN)
- la biodiversité des sols (avec une valorisation envisagée des suivis ENI)

Les principales pressions identifiées sont appréhendées à travers :

- la simplification des paysages agricoles (taille des parcelles, la perte de haies et la déprise agricole, en lien avec les non-dynamiques de renouvellement des exploitants)
- le changement climatique, via la fréquence d'événements extrêmes (sécheresses, inondations),
- l'usage des pesticides,
- la part des zones humides en milieu agricole.

Les dynamiques de transition/ solutions et actions concrètes à partir de :

- la part des surfaces en agriculture biologique (% AB),
- la part des surfaces engagées en MAEC à enjeux biodiversité,
- L'évolution des collectifs agroécologiques,
- Taux de recouvrement en IAE des exploitations > évolution de la qualité des exploitations (engagement des exploitants)
- Indice de bocage (grain bocager)

Ces éléments constituent une base commune pour la construction du panorama, à affiner en fonction des données effectivement mobilisables et des choix de valorisation.

## Suites

Un dossier partagé regroupant tous les éléments et les bases des travaux va être créé afin de mettre en commun tous les éléments et que chacun puisse enrichir les contenus (contributions complémentaires, données disponibles, informations à prendre en compte, etc...)

Une prochaine réunion du GT sera programmée vers **début juin** afin de faire le point sur les avancés/résultats des indicateurs à valoriser, la mise en page et éléments nécessaires à mettre en valeur en fonction des différentes présentations de résultats (cartes, graphes, chiffres..)

Ajout du calendrier prévisionnel :

Mois	Actions
23 mars	<b>GT n°1</b> : présentation du panel d'indicateurs et discussion sur les messages à travailler collectivement > création du dossier partagé
Avril – Mai	Poursuite des travaux sur les indicateurs ; collecte des données et bilatérales avec les acteurs concernés
Juin	<b>GT n°2</b> : bilan des avancées et définition des formats et contenus à valoriser (plaquette, fiches techniques)
Juillet – août	Poursuite des travaux collaboratifs sur le drive ; enrichissement et consolidation des contenus
Septembre	<b>GT n°3</b> : validation des éléments rédigés ; échanges avec le graphiste pour la mise en forme
Octobre	Relecture partagée et aller-retour avec le graphiste pour finalisation des supports
Décembre	Publication des résultats et documents finaux